

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/M/44

21 avril 2004

(04-1807)

Comité du commerce des services financiers

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 23 MARS 2004

Note du Secrétariat¹

1. Le Comité du commerce des services financiers a tenu une réunion le 23 mars 2004 sous la présidence de M. David Usher (Canada). L'ordre du jour proposé figure dans l'aérogamme WTO/AIR/2270.
2. Avant de passer à l'adoption de l'ordre du jour, le Président a expliqué pourquoi le point relatif à la proposition d'Antigua-et-Barbuda et d'autres Membres (S/FIN/W/29/Rev.1) n'avait pas été inscrit à l'ordre du jour de la réunion. Le Comité était convenu de revenir sur la question à la réunion en cours ou à une réunion ultérieure, selon que les délégations à l'origine de la proposition, qui n'avaient pas de représentation à Genève, seraient disponibles ou non. Avant l'envoi de l'aérogamme, le représentant d'Antigua-et-Barbuda avait informé le Secrétariat que ni lui, ni les coauteurs de la proposition ne seraient en mesure de participer à la réunion. Il avait également demandé que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion suivante du Comité. Le Président suggérait par conséquent que le Comité revienne sur la question à sa réunion suivante ou à une réunion ultérieure, selon la disponibilité des coauteurs de la proposition.
3. Le Comité a adopté l'ordre du jour et a accepté la suggestion du Président.
 - A. ACCEPTATION DU CINQUIÈME PROTOCOLE ANNEXÉ À L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LE COMMERCE DES SERVICES REPRENANT LES RÉSULTATS DES NÉGOCIATIONS SUR LES SERVICES FINANCIERS
4. Le Président a rappelé que trois Membres n'avaient pas encore accepté le cinquième Protocole: le Brésil, la Jamaïque et les Philippines. Il les a invités à fournir des renseignements sur l'état d'avancement de leurs processus internes.
5. Le représentant du Brésil a dit qu'il avait transmis à ses autorités les demandes de renseignements complémentaires formulées par certaines délégations à la réunion précédente, mais qu'il n'avait encore reçu aucun renseignement détaillé sur la question. Le processus législatif de son pays pour l'acceptation du cinquième Protocole se poursuivait.
6. Le représentant des Philippines a dit qu'il espérait qu'après les élections générales qui devaient être tenues en mai le Sénat, qui était l'organe responsable en ce qui concerne l'acceptation du Protocole, pourrait reprendre ses travaux. Il ne se réunirait qu'après les élections et devait reprendre ses activités en juillet. Peut-être serait-il possible de fournir davantage de renseignements sur l'état d'avancement du processus à la réunion qui aurait lieu après la réunion suivante.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

7. Le représentant du Japon a dit qu'il n'était pas normal que certains Membres n'aient pas encore ratifié leurs engagements au titre du cinquième Protocole, alors que tous les Membres étaient en train de négocier de nouveaux engagements dans le cadre du Programme de Doha pour le développement. Il demandait aux trois Membres concernés de fournir des renseignements plus détaillés sur l'état d'avancement de leurs procédures de ratification. Il les engageait instamment à mener à bien les procédures d'acceptation le plus tôt possible.

8. Le représentant du Canada a dit qu'il était important que le Comité dispose de renseignements à jour sur l'état d'avancement des procédures d'acceptation de ces Membres. Il souhaitait savoir à quel stade en étaient exactement les processus législatifs des Philippines et du Brésil.

9. La représentante des États-Unis a dit qu'elle attendait avec intérêt des rapports détaillés et des nouvelles positives de la part de ces Membres. Il serait également intéressant de recevoir des renseignements de la Jamaïque, qui n'en avait encore fourni aucun.

10. Le représentant de la Suisse a dit que son pays attachait une grande importance à cette question et souhaitait obtenir des renseignements plus détaillés sur l'état d'avancement précis des procédures de ratification de ces trois Membres.

11. Le représentant des Philippines a fourni quelques explications sur le processus législatif de son pays. Après élaboration par le pouvoir exécutif de la demande de ratification par le Congrès, c'était un membre du Sénat qui la présentait. Celui-ci examinait alors le Protocole en première lecture, après quoi le projet de résolution était envoyé à la Commission des affaires étrangères du Sénat. Le Président de celle-ci tenait alors une série de réunions et des consultations publiques. À l'issue de ces consultations et après approbation par la Commission, le projet de résolution revenait au Sénat, lequel procédait alors à une deuxième lecture. Si le projet de résolution était accepté en deuxième lecture, il y avait ensuite une troisième lecture qui était sanctionnée par un vote. Du fait des élections générales, le Sénat avait été dissous et il faudrait recommencer la procédure de ratification.

12. Le représentant du Brésil a dit qu'il transmettrait à ses autorités les demandes de renseignements complémentaires sur l'état d'avancement de la procédure de ratification.

13. Le Président a pris note du fait que certains Membres souhaitaient obtenir davantage de renseignements sur l'état d'avancement des procédures internes pertinentes des trois Membres concernés. Il a encouragé ces derniers à accélérer leurs procédures pour permettre l'acceptation du Protocole. Il a également encouragé son successeur à rester en contact étroit avec ces trois Membres pour se tenir informé de tout progrès sur la question.

14. Le Comité a pris note des déclarations et a décidé de revenir sur ce point de l'ordre du jour à la réunion suivante.

B. QUESTIONS TECHNIQUES

15. Il n'y a pas eu d'intervention au titre de ce point de l'ordre du jour.

16. Avant de clore l'examen de ce point, le Président a dit qu'il trouvait surprenant le manque d'intérêt pour cette question. À son avis, le Comité avait un rôle important à jouer dans l'identification et l'analyse des questions techniques, en particulier à ce stade des négociations. Il espérait que les Membres entendraient son appel en faveur d'un débat au titre de ce point de l'ordre du jour.

17. Le Comité a décidé de revenir sur ce point de l'ordre du jour à la réunion suivante.

C. FAITS RÉCENTS TOUCHANT LE COMMERCE DES SERVICES FINANCIERS

18. Le Président a rappelé qu'à la précédente réunion il n'y avait pas eu de débat au titre de ce point de l'ordre du jour, ni sur aucun des deux points subsidiaires identifiés pour l'occasion, à savoir les transactions financières électroniques et la communication de la Malaisie intitulée "Les enjeux dans le secteur des services financiers" (S/FIN/W/28).

19. La question des transactions financières électroniques présentait une pertinence et un intérêt particuliers pour le Comité et il était important d'examiner comment poursuivre l'analyse de cette question. Il serait particulièrement utile que les délégations suivent les exemples de Hong Kong, Chine et de la Suisse et fournissent des renseignements complémentaires sur leurs cadres réglementaires nationaux. Il serait particulièrement utile de connaître les expériences des pays en développement Membres. Une meilleure compréhension de la réalité des transactions financières électroniques pourrait aider les Membres dans leurs négociations bilatérales. Les communications présentées jusque-là avaient porté en grande partie sur les services bancaires électroniques. Le Comité devrait également examiner la question des services d'assurance électroniques pour déterminer si certains services d'assurance, tels que les services d'assurance pour le transport maritime ou aérien et les services de réassurance, étaient actuellement fournis électroniquement et de quelle manière.

20. Concernant la communication de la Malaisie, le Président a rappelé que des questions restaient en suspens, y compris certaines qui avaient été transmises à la délégation de la Malaisie avant la réunion précédente et dont il espérait qu'elles seraient clarifiées à la réunion en cours.

21. La représentante de la Malaisie a dit qu'elle répondrait d'une manière générale aux questions soulevées par un certain nombre de délégations à propos du document S/FIN/W/28. Il convenait de lire les différentes parties du document dans le contexte général de celui-ci et en particulier en tenant compte des défis auxquels la Malaisie devait faire face pour libéraliser son secteur financier. Comme le prévoyait le plan directeur concernant son secteur financier, la Malaisie avait adopté pour le développer une stratégie décennale. La première phase, qui était en cours, portait sur le développement de l'infrastructure financière et des marchés financiers, le renforcement des capacités et le développement institutionnel. Les efforts déployés dans le secteur bancaire s'orientaient de plus en plus vers les questions critiques, afin de renforcer les capacités et l'efficacité des institutions et d'assurer la compétitivité à long terme. L'attention se concentrait sur la mise en place des conditions préalables au passage à un environnement plus libéralisé et plus compétitif. Cela incluait l'établissement d'un environnement porteur pour favoriser les fusions entre banques commerciales et sociétés financières, processus qui se déroulait de manière assez satisfaisante. La stratégie de la Malaisie était constante et reposait sur la progressivité afin d'éviter les bouleversements et les situations instables. L'objectif était de créer un système financier plus diversifié, efficace, innovateur et capable de s'adapter. La Malaisie était disposée à poursuivre l'examen de cette question au cours de réunions bilatérales.

22. La représentante des Communautés européennes a remercié la Malaisie pour sa réponse générale, qui permettait de mieux comprendre les observations formulées dans la conclusion du document, lesquelles semblaient quelque peu en contradiction avec d'autres parties du document.

23. Le représentant du Japon a accueilli avec satisfaction la déclaration de la Malaisie. Étant donné la croissance économique impressionnante enregistrée par la Malaisie depuis la crise financière, le Japon comptait que la Malaisie pourrait poursuivre son développement en appliquant ses plans directeurs concernant le secteur financier et le marché des capitaux. Il attendait également avec intérêt l'offre de la Malaisie, qui devrait dans toute la mesure possible comprendre les mesures de libéralisation en faveur des fournisseurs étrangers qui figuraient dans les plans directeurs. D'une manière générale, le Japon soulignait qu'il devrait être possible pour la Malaisie d'inscrire de tels

engagements dans sa liste à titre d'engagements additionnels en les assortissant d'un calendrier pour la libéralisation future.

24. Comme l'a suggéré le Président, le Comité a pris note des déclarations et a décidé de revenir sur ce point de l'ordre du jour (Faits récents touchant le commerce des services financiers) à la réunion suivante.

D. EXPOSÉ DE L'OCDE INTITULÉ "ORGANISATION DES NÉGOCIATIONS FONDÉES SUR LE PRINCIPE DES "OFFRES ET REQUÊTES" DANS LE CADRE DE L'AGCS: LE CAS DES SERVICES D'ASSURANCE"

25. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente le Comité était convenu d'inviter le secrétariat de l'OCDE à présenter le résultat d'un projet conjoint OCDE-CNUCED visant à établir des listes par secteur pour aider les Membres dans leurs négociations fondées sur des offres et des requêtes, et à en discuter. Dans le cadre de ce projet, l'OCDE avait récemment mis la dernière main à un document intitulé "Organisation des négociations fondées sur le principe des "offres et requêtes" dans le cadre de l'AGCS: le cas des services d'assurance" (document TD/TC/WP(2003)17/FINAL de l'OCDE). L'assurance était l'un des quatre secteurs de services identifiés jusque-là par l'OCDE et la CNUCED, les autres étant les services juridiques, les services relatifs à l'énergie et les services de construction. Le Président a ensuite invité le représentant de l'OCDE, M. Jun Kazeki, à présenter le document.

26. Le représentant de l'OCDE a expliqué que ce document avait été élaboré par la Direction des échanges de l'OCDE dans le cadre du projet conjoint OCDE-CNUCED qu'avait mentionné le Président. Il avait été examiné par le Comité des échanges de l'OCDE et également présenté au Comité d'assurance de l'OCDE. Le Secrétaire général de l'OCDE avait accepté d'en faire un document non classifié, sous sa propre responsabilité.

27. Le projet OCDE-CNUCED, qui visait à établir des listes pour les négociations concernant certains secteurs de services, avait été mis en œuvre à partir de juin 2002. Son objectif était d'aider les Membres de l'OMC, en particulier les pays en développement, dans les négociations fondées sur le principe des offres et des requêtes. Quatre secteurs avaient été retenus en octobre 2002: les services d'assurance, les services juridiques, les services relatifs à l'énergie et les services de construction. Les deux premiers avaient été traités par l'OCDE. Les documents sur les services d'assurance et les services relatifs à l'énergie avaient été terminés et publiés en 2003 et étaient également disponibles sur le site Web de l'OCDE. Les travaux se poursuivaient en ce qui concerne les services juridiques et les services de construction. À la demande de pays membres, l'OCDE avait retenu un cinquième secteur d'étude: les services environnementaux.

28. Le document présenté comportait trois parties: un aperçu général (partie I), les services d'assurance et l'AGCS (partie II) et les listes utilisables dans les négociations (partie III). La partie III traitait des thèmes suivants: avantages et inconvénients de la libéralisation de l'assurance; cadre réglementaire requis; questions liées à l'AGCS; et questions allant au-delà de l'AGCS.

29. L'assurance contribuait au développement économique en favorisant l'activité économique, en réduisant l'incertitude, en encourageant une répartition plus efficace des ressources, en gérant le risque pour les entreprises et pour les particuliers et en mobilisant l'épargne nationale. Les principaux avantages liés à la libéralisation de l'assurance étaient l'amélioration du service offert au consommateur, l'apport en capital étranger, l'augmentation de l'épargne et des recettes fiscales nationales, le transfert de savoir-faire en matière de technologie et de gestion et l'amélioration de la qualité de la réglementation relative à l'assurance. La libéralisation avait également donné lieu à certaines préoccupations d'ordre social ou concernant les risques de sélectivité de l'offre, de pratiques anticoncurrentielles et de concentration sur le marché, ou bien relatives aux industries naissantes et à

la balance des paiements. Le document contenait des arguments contraires concernant ces préoccupations. De l'avis de l'intervenant, on pouvait répondre à un grand nombre de celles-ci en établissant un cadre réglementaire approprié, sujet dont traitait également le document. Cependant, il n'y avait pas de prescription générale, ni de solution unique en matière de réglementation. Le cadre réglementaire approprié dépendait de la situation de chaque pays. Il existait une certaine dichotomie entre l'adoption de lois adéquates pour la surveillance et la mise en place d'une surveillance prudentielle qui restreigne les échanges le moins possible. Négociateurs commerciaux et organismes de réglementation de l'assurance devaient maintenir un dialogue. La coopération internationale entre organismes de réglementation, par exemple dans le cadre du Comité d'assurance de l'OCDE et de l'Association internationale des autorités de contrôle de l'assurance (AICA), était également nécessaire.

30. Les listes avaient pour objet d'aider les pays, en particulier les pays en développement, dans l'élaboration de leurs offres et l'évaluation des offres faites par leurs partenaires commerciaux. Sur le plan des engagements, les principales options ouvertes aux Membres de l'OMC étaient de s'engager à ouvrir davantage leur marché, de consolider le statu quo, de consolider à un niveau inférieur au statu quo, de s'engager à procéder à une libéralisation ultérieurement ou de ne prendre aucun engagement. Le document mentionnait 75 questions en rapport avec l'AGCS, lesquelles étaient évidemment présentées sans préjudice de la manière dont elles figureraient dans les listes, sous forme de limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national. Ces questions avaient trait aux domaines suivants: fourniture transfrontières, consommation à l'étranger, présence commerciale, mesures réglementaires, régimes de licences, mouvement des personnes physiques, régimes préférentiels et accords de reconnaissance mutuelle, et obligations en matière de service universel.

31. Le document mentionnait également d'autres questions (25 au total) portant sur des sujets sortant du cadre des disciplines de l'AGCS, en raison du fait que de nombreuses mesures qui ne faisaient normalement pas l'objet d'engagements spécifiques dans le cadre de l'AGCS pouvaient néanmoins influencer sur la valeur des mesures de libéralisation consolidées. L'objectif était en l'occurrence d'avoir une perspective plus large, sans préjuger de l'interprétation juridique de nombre des questions soulevées.

32. Le Président estimait que le document était très intéressant et contenait suffisamment d'éléments pour présenter de l'intérêt pour tous les Membres de l'OMC. Il a ensuite ouvert le débat.

33. Le représentant du Brésil estimait lui aussi que le document était intéressant. Il a formulé quatre observations, qui n'étaient pas seulement liées au document, mais visaient aussi à faire connaître aux autres Membres la position du Brésil dans ces négociations sur les services financiers ainsi que ses préoccupations. Premièrement, à la fin du paragraphe 19 (page 10 du document), on pouvait lire: "À noter que l'AGCS s'applique à ces activités pour tout Membre de l'OMC permettant que ces activités soient menées par ses fournisseurs de services financiers en concurrence avec une entité publique ou un fournisseur de services financiers." Le Brésil voulait souligner que l'AGCS comportait une zone grise en ce qui concerne les services publics et plus particulièrement ce qui constituait une concurrence entre fournisseurs publics et fournisseurs privés de services. Il souhaitait obtenir des éclaircissements à ce sujet. La question était assurément importante non seulement pour l'assurance, mais aussi pour d'autres secteurs. Certaines des offres initiales et même les engagements spécifiques de pays accédants contenaient des exceptions concernant des sous-secteurs ou services publics spécifiques. Par exemple, certaines offres ou listes indiquaient clairement que les engagements en matière de services d'éducation ne s'appliquaient pas à l'enseignement financé par l'État. L'intervenant a répété que c'était un domaine sur lequel des éclaircissements complémentaires étaient nécessaires. Deuxièmement, à la fin du paragraphe 24 (page 14), on lisait: "Les Membres de l'OMC ont présenté des offres pour qu'elles servent de base aux négociations sur les améliorations à apporter (notamment dans le secteur des services d'assurance), et continueront de le faire." Cependant, au paragraphe 25 il était dit que l'une des options ouvertes aux Membres était de ne

"prendre aucun engagement relatif aux services d'assurance". Compte tenu des préoccupations mentionnées dans le document, l'intervenant n'était pas certain que les Membres prendraient de nouveaux engagements en matière de services financiers. Ils pourraient se montrer plus circonspects. Troisièmement, le paragraphe 30 (page 17) soulignait certains des inconvénients que les pays pourraient trouver à prendre de nouveaux engagements concernant les services d'assurance et d'autres services financiers. L'OCDE s'efforçait à cet égard de rassurer les Membres en indiquant que ces inconvénients pouvaient être éliminés par d'autres mesures qui auraient un effet moins restrictif sur les échanges. Certes, l'hypothèse sous-jacente était que les Membres auraient mis en place certaines mesures ou des cadres réglementaires avant de procéder à une libéralisation. La question de la sélectivité de l'offre était pertinente en l'occurrence, car l'hypothèse de base était qu'un Membre aurait mis en place un cadre régissant la politique de la concurrence. De ce fait, de l'avis de l'intervenant, les Membres devaient se montrer prudents lors de la prise d'engagements s'ils n'étaient pas réellement prêts à faire face à la nouvelle situation qui pourrait résulter de ces engagements. Enfin se posaient les questions de l'autorité de surveillance et de la transparence, qui étaient traitées aux pages 20 et 21 du document. Celui-ci exprimait l'idée qu'une autorité de surveillance devait être établie. De l'avis de l'intervenant, cela ne représentait de toute façon qu'un élément d'effort maximal. Il n'était pas sûr qu'il faille considérer cela comme acquis dans les négociations. Le Brésil se réservait le droit d'avoir ou de ne pas avoir une autorité de surveillance dans certains secteurs, selon ce qu'il jugerait approprié. Le même raisonnement s'appliquait à la question de la transparence, telle qu'elle était décrite dans le document.

34. Le représentant du Taipei chinois a dit que le document de l'OCDE constituait une base très utile pour les négociations en cours dans le cadre de l'AGCS. Le secteur de l'assurance revêtait une grande importance pour le développement économique. En premier lieu, l'assurance remplissait la fonction indispensable de gestion du risque, qui réduisait l'incertitude dans la conduite des affaires. Elle servait aussi à mobiliser des capitaux et à les répartir efficacement. La plupart des Membres admettraient les avantages potentiels de l'ouverture des marchés financiers intérieurs à la concurrence étrangère. Néanmoins, les décideurs et organismes de réglementation des pays en développement Membres se trouvaient toujours confrontés à divers aspects problématiques, tels que la protection des branches de production nationales, ou d'autres déjà soulignés par le Brésil. Ces préoccupations continueraient à faire l'objet des débats en cours. La plupart des pays en développement étaient probablement des importateurs de services d'assurance et de services connexes. Dans une certaine mesure, cela expliquait pourquoi ils se montraient souvent plus prudents en ce qui concerne l'inscription de leurs engagements dans les listes, en particulier dans le domaine assez compliqué du mode 1, dans lequel la fourniture électronique pouvait être l'une des formes. Le renforcement des capacités et l'assistance technique à l'intention des négociateurs commerciaux et organismes de réglementation devaient être utiles à cet égard. Le document de l'OCDE et la présentation qui en avait été faite constituaient un bon point de départ.

35. Le représentant de Hong Kong, Chine s'est félicité de l'initiative qu'avaient prise l'OCDE et la CNUCED d'élaborer ce type de documents pour aider les Membres de l'OMC dans les négociations en cours sur les services. Hong Kong, Chine souhaiterait que cette initiative soit étendue à d'autres secteurs de services. L'intervenant avait deux observations à formuler. La première concernait la fourniture transfrontières de services d'assurance, dont on considérait généralement qu'elle couvrait à la fois les modes 1 et 2. L'une des principales questions que devaient examiner les organismes de réglementation était l'établissement du cadre réglementaire nécessaire. À cet égard, le document fournissait une liste assez exhaustive des questions à traiter pour ce qui était de la fourniture de services sur une base transfrontières et par une présence commerciale. L'intervenant a demandé au représentant de l'OCDE s'il avait d'autres idées sur la manière dont il pouvait être répondu aux préoccupations des organismes de réglementation concernant les normes réglementaires applicables à la fourniture transfrontières de services d'assurance. Il souhaitait savoir également si des accords de reconnaissance mutuelle ou de coopération pouvaient être utiles à cet égard.

36. S'agissant des transactions électroniques, le représentant de Hong Kong, Chine a rappelé que si la question avait fait l'objet de débats au Comité dans le passé, elle n'avait pas été réglée. En d'autres termes, la question de savoir s'il fallait faire une distinction entre les modes 1 et 2 dans le cas des transactions électroniques de services financiers n'avait toujours pas été réglée. C'était peut-être une question qui méritait d'être examinée par le Comité.

37. La deuxième question que l'intervenant souhaitait soulever découlait de la première, au sujet de la fourniture transfrontières. Le document soulevait la même question concernant l'existence de taxes discriminatoires pour ce qui était de la fourniture transfrontières et de la présence commerciale. Cependant, l'existence de subventions discriminatoires affectant des entreprises étrangères n'était soulevée qu'à propos de la présence commerciale. L'intervenant souhaitait connaître la raison de cette distinction, étant donné que le pendant d'une taxe discriminatoire pouvait être une subvention discriminatoire. À titre de question subsidiaire, il souhaitait savoir si l'effet discriminatoire à examiner ne concernait que les modes de fourniture considérés (par exemple, les subventions discriminatoires sous le mode 3 ou la discrimination à l'égard d'entreprises étrangères ayant une présence commerciale sur le territoire du Membre concerné) ou si l'effet discriminatoire de telles subventions pouvait être examiné pour des services et des fournisseurs de services en général, quel que soit le mode de fourniture. Il souhaitait que ce point soit éclairci.

38. Enfin, concernant les observations du Brésil sur les services publics et la définition des services dans l'Accord, le représentant de Hong Kong, Chine a relevé que le paragraphe 1 b) et c) de l'Annexe sur les services financiers semblait différent des dispositions de l'article I:3 b) et c) de l'AGCS. Sa délégation réfléchissait encore à la question, mais elle estimait de prime abord que le traitement de cette question dans le cas des services financiers semblait différent de ce qui était prévu pour les autres secteurs de services.

39. La représentante de la République de Corée estimait que l'œuvre conjointe de l'OCDE et de la CNUCED aiderait les pays en développement dans l'élaboration de leurs offres initiales. À titre d'observation générale, elle a noté que le document mettait en relief le rôle de la réglementation intérieure et soulignait combien le succès de tout processus de libéralisation dépendait de l'établissement d'un cadre réglementaire national solide. Elle espérait que le Comité examinerait plus avant dans quelle mesure la réglementation intérieure pouvait contribuer au processus de libéralisation. La relation entre le mode 3 et les modes 1 et 2 dans le secteur de l'assurance constituait une autre question importante. Le document soulignait que, dans le cas des services d'assurance, le mode 3 était plus important que la fourniture selon les modes 1 et 2, alors qu'en Corée l'organisme de réglementation continuait à se demander si les modes 1 et 2, d'une part, et le mode 3, d'autre part, étaient complémentaires ou interchangeables. Il serait très utile d'entendre l'opinion de l'OCDE à cet égard.

40. L'intervenante n'avait pas formulé d'observations sur la communication de la Malaisie lors de l'examen du précédent point de l'ordre du jour, mais elle a relevé qu'au paragraphe 2 de ce document il était indiqué qu'il semblait y avoir plus de restrictions concernant l'entrée d'entreprises étrangères dans le secteur de l'assurance que dans les autres secteurs financiers, alors que d'après le paragraphe 5 la participation étrangère était en fait plus importante dans le secteur de l'assurance que dans les autres secteurs. Elle souhaitait connaître la raison de cette situation et estimait que cela pourrait constituer un autre thème de discussion.

41. Le représentant de l'OCDE a répondu aux diverses questions et observations formulées. S'agissant des questions soulevées par la Corée, il a dit que les transactions selon le mode 3, d'une part, et les transactions selon les modes 1 et 2, d'autre part, étaient assez complémentaires. Pour ce qui est des questions de Hong Kong, Chine concernant les normes réglementaires, il souscrivait entièrement à l'idée que celles-ci étaient une question très importante, en raison des difficultés qu'il y avait à surveiller les fournisseurs opérant en dehors de leur juridiction. En ce sens, les accords de

coopération et de reconnaissance mutuelle en matière de réglementation constituaient des outils importants. S'agissant des subventions, l'intervenant n'excluait pas qu'elles puissent avoir une incidence sur la fourniture transfrontières. Il pensait comme le Taipei chinois que les pays en développement étaient essentiellement des importateurs de services d'assurance et tendaient de ce fait à être plus circonspects. C'est pourquoi l'assistance technique et le renforcement des capacités revêtaient une importance extrême.

42. Concernant les observations du Brésil, l'intervenant a indiqué qu'il préférerait laisser aux Membres de l'OMC le soin de traiter les questions d'interprétation du droit, en particulier pour les services publics. S'agissant des cadres réglementaires nationaux, il convenait qu'il était important que les réformes se fassent dans l'ordre chronologique approprié. À propos de la possibilité de ne pas prendre d'engagements dans ce secteur, mentionnée dans le document, il a indiqué que, tout en préconisant une libéralisation accrue étayée par une réglementation solide, l'OCDE voulait donner un point de vue objectif du cadre qu'offrait l'AGCS. Le fait était que les Membres de l'OMC avaient évidemment la possibilité de ne pas prendre d'engagements dans ce domaine particulier. En ce qui concerne les autres questions, telles que l'établissement d'autorités de surveillance ou la transparence de la réglementation, l'intention n'était pas d'énoncer des prescriptions ni de préjuger des situations, puisque celles-ci pouvaient varier en fonction de l'environnement existant en matière de réglementation dans chaque juridiction.

43. Le représentant de l'Australie a souligné que l'on pouvait encore beaucoup faire en matière de libéralisation de l'assurance et d'amélioration des engagements dans le cadre de la série de négociations en cours. L'Australie était favorable à la libéralisation des marchés de l'assurance et considérait que le document de l'OCDE établissait un cadre utile à cet égard. Il contenait des principes auxquels souscrivait l'Australie et auxquels elle demandait instamment aux autres Membres de souscrire. L'Australie accueillerait avec satisfaction l'adoption du principe d'une plus grande libéralisation par les autres Membres, tout en reconnaissant que de réelles mesures d'ordre prudentiel devaient être acceptées. Dans le cas de l'Australie, les obstacles éventuels à une participation étrangère sur le marché étaient liés uniquement à des exigences prudentielles visant à protéger les détenteurs de polices d'assurance et les investisseurs. L'Australie était en faveur du renforcement des capacités et d'une assistance technique en matière de services d'assurance et avait assuré la formation de responsables de la réglementation et de la surveillance de l'assurance de la région asiatique dans le cadre de l'APEC. Le document de l'OCDE constituait une ressource supplémentaire utile pour ces activités.

44. La représentante des États-Unis estimait que le document de l'OCDE serait très utile aux Membres pour l'élaboration de leurs offres initiales ou améliorées et leurs demandes. De l'avis des États-Unis, il mettait en relief des questions importantes, à savoir que l'assurance permettait aux entreprises d'opérer avec moins d'incertitude et de risque d'échec et assurait une plus grande stabilité des transactions commerciales, et que l'assurance était importante pour les consommateurs individuels dans des domaines tels que l'assurance-vie, les retraites et l'assurance de biens. La présence d'assureurs étrangers apportait de gros avantages aux consommateurs nationaux. Elle assurait un plus grand choix aux consommateurs, qu'il s'agisse d'entreprises ou de particuliers, y compris pour des besoins essentiels des entreprises comme l'assurance du transport et la réassurance. Les activités d'assurance contribuaient à accroître l'épargne nationale, laquelle était souvent réinvestie dans l'économie locale. Les compagnies d'assurance étrangères apportaient avec elles un savoir-faire et une technologie étrangers et contribuaient ainsi au transfert de compétences vers le pays bénéficiaire. Enfin, et ce n'était pas le moins important, les compagnies d'assurance étrangères créaient aussi des emplois à la fois directement et indirectement, dans des domaines connexes tels que la comptabilité, l'informatique et les services juridiques.

45. L'intervenante a également formulé quelques observations sur d'autres interventions. Les États-Unis reconnaissaient l'importance de régimes de réglementation solides afin d'assurer la stabilité

financière. Cela dit, ils estimaient que les pays pouvaient prévoir une libéralisation plus poussée et, dans le même temps, s'efforcer d'améliorer leur réglementation. L'intervenante a demandé au représentant de Hong Kong, Chine de préciser ce qu'il avait dit sur la distinction entre le mode 1 et le mode 2 dans le cas des transactions financières électroniques. S'agissant de l'article I:3 b) de l'AGCS et de sa relation avec le paragraphe 1 b), c) et d) de l'Annexe sur les services financiers, elle souhaitait savoir si le représentant de Hong Kong, Chine suggérait quelque chose de précis ou s'il indiquait simplement que le document établi par l'OCDE aurait pu contenir davantage de renseignements sur ces dispositions.

46. Le représentant du Canada estimait que le document de l'OCDE fournissait une bonne illustration de l'environnement structurel nécessaire pour poursuivre la libéralisation, tout en identifiant les obstacles qui subsistaient. Il était également équilibré en ce sens qu'il décrivait les avantages d'un secteur de l'assurance libéralisé pour les pays en développement, tout en reconnaissant leurs préoccupations légitimes. Il faisait état d'une certaine dichotomie entre la nécessité d'une surveillance adéquate et les considérations prudentielles, d'une part, et l'ouverture des marchés, d'autre part. La libéralisation supposait un cadre réglementaire bien conçu et solide. De ce fait, un dialogue entre responsables du commerce et organismes de réglementation était certes crucial, mais un débat éclairé entre ces derniers était tout aussi important, car ils pouvaient tous tirer les enseignements de leurs différentes expériences.

47. Pour ce qui est de la manière dont le document pourrait être utilisé pour orienter les discussions dans le domaine de la libéralisation de l'assurance, le Canada estimait que l'on pourrait pousser cette initiative plus loin en s'en servant comme point de départ pour étendre les travaux sur une base subsectorielle et donc définie plus étroitement. À titre d'exemple, on pourrait axer l'analyse davantage sur la réassurance. En suivant le même canevas que le document, une telle analyse pourrait identifier les avantages de la libéralisation et les préoccupations les plus courantes des pays en développement en ce qui concerne ce sous-secteur particulier. L'analyse pourrait aussi identifier des moyens très pragmatiques de répondre à ces préoccupations en mentionnant certains mécanismes spécifiques intégrés à l'AGCS ainsi que des pratiques réglementaires et des études de cas pertinentes dans le contexte de la libéralisation.

48. À propos du paragraphe 16 (page 9) du document, qui mentionnait les progrès récemment enregistrés par les transactions électroniques qui pouvaient favoriser la fourniture selon les modes 1 et 2, l'intervenant a demandé au représentant de l'OCDE s'il pouvait expliciter davantage, soit immédiatement soit par écrit, les questions en matière de surveillance et de réglementation susceptibles de se poser dans ce contexte, y compris pour la protection du consommateur.

49. Le représentant du Japon a dit qu'il était important de maintenir l'équilibre entre la libéralisation des activités d'assurance et une réglementation prudentielle pour la protection des détenteurs de police d'assurance et des investisseurs. De ce point de vue, il serait utile d'améliorer la compréhension qu'avaient les Membres de l'équilibre entre ces deux objectifs.

50. Le représentant de l'Indonésie a demandé davantage d'informations sur les questions liées à l'établissement d'un organisme de réglementation indépendant, et en particulier sur la nécessité d'un tel organisme, son rôle et ses objectifs et l'étendue de son pouvoir. Par ailleurs, la question de la protection des industries naissantes, dont il était question à la page 17 du document, n'était pas nécessairement une question de protectionnisme au sens étroit. Elle était davantage liée au renforcement de l'industrie nationale afin de lui permettre de faire face à l'accroissement futur de la concurrence.

51. La représentante de la République populaire de Chine a dit que l'assurance était très importante pour le développement économique et social. C'est la raison pour laquelle la Chine s'était toujours montrée positive et avait pris des mesures pour favoriser le développement de ce secteur, en

introduisant la concurrence entre fournisseurs nationaux et aussi entre fournisseurs nationaux et étrangers. Mais comme le document le soulignait, une réglementation prudentielle et une surveillance étaient très importantes pour que l'assurance puisse jouer un rôle très positif dans le développement de la vie économique et sociale d'un pays. L'intervenante estimait à cet égard que les questions soulevées aux deuxième, troisième et sixième alinéas du paragraphe 34 du document (page 20) pourraient être ajoutées à la partie de la liste consacrée aux mesures réglementaires (tableau 2). Cela aiderait les Membres à mettre l'accent sur ces questions de réglementation lors de l'examen des offres et des demandes. Les questions concernant les mesures réglementaires qui figuraient dans le tableau ne traduisaient pas suffisamment l'importance qu'il y avait à disposer d'un cadre réglementaire au moment de se lancer dans un processus de libéralisation du secteur de l'assurance.

52. En réponse à la question de la Chine, le représentant de l'OCDE a dit que la liste de mesures réglementaires avait un caractère descriptif, de sorte que certaines questions pouvaient en chevaucher d'autres. Il pouvait être parfois difficile de trouver certaines questions dans la colonne consacrée à la réglementation, mais on pouvait les trouver en d'autres endroits de la liste. Les pages 20 et 21 étaient elles-mêmes des listes de mesures réglementaires.

53. En ce qui concerne les observations et questions de l'Indonésie, l'intervenant a précisé que le document ne préjugait d'aucun arrangement institutionnel; il ne faisait que souligner combien il était important que l'organisme de réglementation soit indépendant des entreprises commerciales et industrielles. S'agissant de la deuxième question, relative aux industries naissantes, le document indiquait simplement que parfois ces arguments étaient utilisés pour protéger des branches de production nationales inefficaces. L'intervenant pensait comme le Japon qu'il était nécessaire de maintenir un équilibre entre libéralisation et mesures prudentielles. Il a également pris note des observations et suggestions du Canada concernant les travaux futurs.

54. En réponse aux questions posées par les États-Unis, le représentant de Hong Kong, Chine a dit que, dans le cas des transactions électroniques, on ne voyait pas toujours bien si elles relevaient du mode 1 ou du mode 2. La question avait été débattue dans le passé, mais aucune réponse précise n'y avait été apportée. On pouvait utiliser différents paramètres pour établir une distinction entre les modes 1 et 2 dans le cas des transactions électroniques, par exemple le lieu où se trouvaient le consommateur, le fournisseur ou l'entité ou la société détenant le serveur par lequel s'effectuaient les transactions, pour n'en nommer que quelques-uns. L'intention n'était pas d'amener le Comité à discuter de questions de juridiction en matière de cyberspace. Il s'agissait simplement de mettre en lumière cette question technique en ce qui concerne la distinction entre les modes 1 et 2 dans le cas des transactions financières électroniques, laquelle avait fait l'objet de discussions antérieures et pourrait être examinée plus avant si les Membres le souhaitaient. Cette question intéressait les Membres qui envisageaient de prendre des engagements en ce qui concerne ces deux modes de fourniture transfrontières de services d'assurance. Il avait été suggéré dans le passé de fusionner les modes 1 et 2 ou d'harmoniser les engagements concernant ces deux modes. Hong Kong, Chine n'avait pas vraiment d'idées préconçues et il serait utile d'examiner plus avant ces questions techniques lorsque les Membres seraient prêts.

55. Au sujet de la deuxième question posée par les États-Unis, l'intervenant a précisé que ce qu'il avait essayé de dire était que la question de la portée des services financiers pouvait être différente de ce qu'elle était pour les autres secteurs de services, en raison de la dichotomie entre l'article I:3 de l'AGCS et le paragraphe 1 de l'Annexe sur les services financiers. Peut-être fallait-il considérer les services financiers selon leurs caractéristiques propres en fonction des dispositions qu'il avait mentionnées.

56. Le représentant de Hong Kong, Chine s'est associé aux intervenants précédents pour souligner l'importance d'un régime réglementaire solide comme base pour la libéralisation des services financiers. La question qu'il souhaitait voir examiner plus avant était de savoir dans quelle mesure on

pouvait traiter de manière adéquate la question du cadre réglementaire par le processus des demandes et des offres, qui était essentiellement un processus bilatéral, ou s'il existait d'autres tâches que les Membres pouvaient utilement entreprendre pour y contribuer au Comité ou dans une autre enceinte. À cet égard, il pensait comme le représentant de la Corée qu'il serait utile de débattre plus avant au Comité de la manière dont les réglementations intérieures pouvaient contribuer à la libéralisation des services financiers.

57. La représentante des Communautés européennes a dit que le document de l'OCDE donnait un bon aperçu général des questions que soulevait la libéralisation des services d'assurance. Elle prenait note aussi de l'observation formulée par le représentant de l'OCDE selon laquelle le document ne visait pas à donner une interprétation juridique de l'AGCS, de sorte qu'en cas de divergences de vues il appartiendrait aux Membres d'œuvrer pour parvenir à une interprétation commune, si cela était jugé utile ou nécessaire. En outre, un certain nombre de questions soulevées jusque-là et d'autres questions que les Membres avaient déjà examinées, par exemple au Groupe de travail de la réglementation intérieure ou au Groupe de travail des règles de l'AGCS, se chevauchaient. Il serait bon de donner une suite à ces discussions de manière à ce qu'il puisse y avoir synergie entre les travaux techniques et il serait donc utile de les suivre. Les Communautés continueraient d'étudier le document et se réservaient le droit d'y revenir pour formuler d'autres observations à une future réunion.

58. Le représentant de la Suisse a dit que le document était très utile, car le secteur de l'assurance était fondamental pour toute économie. Il mettait en relief de manière adéquate les nombreuses façons dont l'assurance contribuait à l'activité économique quotidienne. D'ailleurs, il ne faisait pas que décrire les avantages évidents; il décrivait aussi les inconvénients d'une libéralisation des services d'assurance, en mettant également l'accent sur la nécessité d'un cadre réglementaire prudentiel solide. Pour la Suisse, un tel document constituait un outil très utile pour le processus de négociation en cours fondé sur le principe des offres et demandes. La Suisse estimait qu'en procédant dans l'ordre voulu et en mettant en place un bon cadre réglementaire, on pourrait venir à bout des craintes que pourrait susciter la libéralisation des services d'assurance. L'intervenant espérait que le document aiderait les Membres à faire des offres dans ce domaine. Il se réservait le droit de formuler d'autres observations sur le document à un stade ultérieur.

59. La représentante de la Colombie a dit que le document était très utile. Elle a relevé qu'il mentionnait la possibilité de prendre des engagements additionnels concernant des mesures autres que celles qui devaient être inscrites dans les listes sous Accès aux marchés et Traitement national, par exemple dans des domaines tels que les licences ou les normes techniques. Elle se demandait toutefois dans quelle mesure il était possible d'approfondir le dialogue au moyen de négociations bilatérales ou s'il était préférable de le poursuivre dans le cadre du mandat relatif à l'article VI:4 de l'AGCS. S'agissant de la référence à la transparence au paragraphe 34 du document, et en particulier de la question des consultations préalables, elle pensait qu'il fallait prendre en compte les contraintes administratives et constitutionnelles. Le fait que les constitutions de nombreux pays en développement ne prévoyaient pas de tels mécanismes rendait l'établissement de disciplines contraignantes dans ce domaine assez difficile. L'intervenante appuyait également les suggestions formulées par la représentante de la Chine. On pourrait aussi améliorer la liste en y ajoutant des questions sur les mesures susceptibles d'affecter le mouvement des personnes physiques dans ce secteur, par exemple sur les conditions préalables que devaient remplir les personnes physiques avant de pouvoir fournir des services.

60. La représentante des États-Unis a précisé que son intention était simplement d'obtenir quelques éclaircissements sur les idées avancées par Hong Kong, Chine. Elle n'avait aucunement suggéré d'entreprendre l'analyse dont avait parlé le représentant de Hong Kong, Chine.

61. Le représentant de l'OCDE a remercié les Membres pour leurs observations et suggestions. S'agissant de la question soulevée par la Colombie, il convenait que le document ne s'étendait guère

sur la question des engagements additionnels, mais c'était une question que les Membres pourraient utilement aborder à l'OMC. En ce qui concerne la transparence, il était vrai qu'il existait des contraintes administratives, mais le document avait pour objet de souligner l'importance de la transparence à l'égard des groupes concernés des différents pays. Ceux qui s'intéressaient au sujet voudraient peut-être consulter plus avant les travaux analytiques effectués par l'OCDE sur ce sujet particulier. Enfin, le mode 4 était une question extrêmement vaste, qui faisait l'objet d'un autre programme de travail de l'OCDE.

62. Le Président a remercié l'OCDE pour sa présentation. Tant le document que la présentation qui en avait été faite avaient suscité un débat très intéressant entre les Membres. Il était évident que ceux-ci avaient des avis différents sur les questions qui étaient soulevées dans le document, mais ils reconnaissaient généralement l'importance d'une réglementation de ce secteur. À son sens, les Membres estimaient que les questions soulevées dans le document de l'OCDE et au cours du débat ultérieur méritaient d'être examinées plus avant par le Comité. Il encourageait les Membres à faire part d'idées spécifiques sur la manière de faire avancer le débat sur ces questions. Les questions soulevées par les délégations portaient, entre autres choses, sur les préoccupations et les défis liés à la libéralisation des services d'assurance, la distinction entre les modes 1 et 2 et la possibilité de procéder à des échanges de renseignements grâce à la présentation d'études de cas. Il attendait avec intérêt les points de vue que les Membres pourraient exprimer sur les nombreuses questions soulevées lors de futures réunions.

E. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

63. Le Président a proposé que le Comité tienne sa réunion suivante au cours du groupe suivant de réunions sur les services. La date exacte serait annoncée en temps utile. Le Comité en a ainsi décidé.

F. AUTRES QUESTIONS

64. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

G. DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT

65. Le Comité a élu Mme Mi-yon LEE (République de Corée) à sa présidence pour l'année en cours.
